

Mondialisation, malbouffe, OGM, sécurité alimentaire, grande distribution, que de confusions de fantasmes et de contrevérités ! Depuis quelques temps, les marchands de démagogie de tous bords politiques labourent le terreau fertile de l'agriculture et de l'alimentation et occupent tout le champ médiatique. Ils encouragent nos peurs irrationnelles, notre retranchement, notre irresponsabilité. Pendant ce temps, les porte-parole officiels de l'agriculture s'égosillent en pure perte. Rabâchant des discours convenus, l'écho de leur voix se perd dans un puits sans fond. Incapable d'apporter une contradiction efficace, ils n'en continuent pas moins d'inspirer une politique agricole dépassée dont les jours sont comptés.

L'objet de ce livre n'est pas de juger les théories de tel ou tel camp mais d'en tirer profit pour améliorer notre perception du réel et tenter d'améliorer notre futur.

La peur n'est productrice que de repli et de paranoïa. Et en l'occurrence, il s'agit plutôt d'une accumulation de peurs de natures différentes, la peur de se nourrir, ou de s'empoisonner, la peur de grossir, la peur du changement, la peur de la diversité. Et pour finir, la peur de l'avenir sous la forme d'une méfiance viscérale face à la modernité et au progrès scientifique, facilement observable dès qu'il est question des OGM, par exemple.

Quel qu'en soit l'objet, le changement demande des efforts et le dépassement de nos réticences instinctives. Notre monde a changé, notre alimentation n'est plus produite selon les méthodes de nos ancêtres paysans. Pour autant ne cédon's ni à la nostalgie, ni à la crainte du changement. Le fait que notre espérance de vie continue de croître régulièrement n'est pas indépendant, d'ailleurs, de la qualité croissante de notre alimentation. Il nous reste bien sûr tant d'améliorations à apporter, comme de ne plus sacrifier le goût de nos aliments aux seuls impératifs de productivité. Tout cela s'améliore peu à peu, grâce notamment aux opposants dont je dénonce les excès, mais il nous faut aujourd'hui retrouver un peu de mesure. Notre paranoïa sur la bouffe est presque indécente au regard des problèmes de malnutrition qui frappent une grande partie de la planète. Soyons vigilants et plein de bon sens pour observer ce qui se passe réellement dans nos assiettes.

Nostalgie quand tu nous tiens

La scène se déroule à Toulouse dans l'un de ces salons où l'agriculture aime s'afficher. Lors de ce genre de manifestations, les édiles de la République ne sont jamais très loin. Le président de la région fait la tournée des stands. Invité par les producteurs de porcs les plus modernes, il préfère s'attarder chez les « traditionnels » éleveurs de porc noir de Bigorre, vieille race locale, en train de renaître grâce à la passion d'une cinquantaine d'agriculteurs. Vivant en liberté, ces cochons gras grossissent lentement et fournissent un jambon à faire rugir de plaisir les pourfendeurs de l'élevage en batterie. Hélas, peu de consommateurs auront la chance de croiser l'un de ces jambons, de qualité exceptionnelle. En comptant huit porcelets par mère, et deux portées par an, les cinquante producteurs de porcs noirs de Bigorre n'ont que huit mille jambons à proposer. Insuffisant pour régaler les soixante deux millions de consommateurs français

Les autres, les « modernes », produisent sur l'ensemble du territoire vingt millions de porcs. Standard

ou label rouge, sous forme de côtelettes ou de filets mignon, transformée en jambon cuit ou en saucisson, cette production représente environ trente sept kilos par habitant. Pourtant, le président passera beaucoup de temps avec les porcs noirs de Bigorre, persuadé d'être en phase avec son époque et probablement son électorat. Il préfère, semble-t-il, la « tradition » à la modernité. Imagine-t-on le même président de région, boudier le lancement de l'A380 pour assister au congrès français des avions miniatures ?

Il est vain d'opposer ainsi les modernes et les anciens, les professionnels et les amateurs, alors qu'ils constituent, ensemble, la diversité de la production porcine. Nous sommes en pleine démagogie.

Et pour trouver une illustration encore plus éloquente de ce type d'attitude, il suffit d'observer le Salon de l'Agriculture qui se tient chaque année à la Porte de Versailles. Dans ce que les journalistes ont coutume d'appeler la plus grande ferme de France, le citoyen consommateur, telle une Catherine de Russie visitant ses provinces, est invité à découvrir une agriculture de carte postale. Une agriculture bucolique où la nostalgie le dispute à l'angélisme, où les vaches aux sabots plus lustrés que les souliers vernis d'une première communiant, regardent passer les suites présidentielles.

Une fois éteints les feux de la rampe, l'agriculture, la vraie, reprend ses droits, à des années lumières des

saynètes versaillaises et des safaris politiques. Mais décrire cette agriculture moderne, telle qu'elle est, c'est déjà désenchanter ceux qui croient que le bonheur pousse naturellement dans le pré. L'expliquer, c'est aggraver ceux qui prospèrent sur l'engrais du fantasme d'un monde paysan éternel et d'une nature angélique. Seulement en parler, revient à contester ceux qui font croire que la modernité, et par conséquent notre avenir, se résume à une longue énumération de dangers pour l'homme, et maintiennent le consommateur dans l'angoisse de perdre ses repères et de se faire contaminer.

Mais quand va-t-on enfin dépasser tout cela !

L'agriculture moderne et européenne a besoin de nouveaux avocats pour montrer que son but n'est pas d'assassiner les gens, de brutaliser les animaux, de détruire les sols, l'air et l'eau ou de voler les petits paysans. Il lui faut de bons avocats pour dénoncer la propagande de ses délateurs et opposer à la méfiance un principe d'information objective et transparente.

« Prenons en compte le réel pour viser à l'idéal », ce n'est pas de moi, mais de Jean Jaurès et cela fera au moins plaisir à M. Sarkozy. Nous avons besoin de partir de la réalité pour pouvoir construire notre avenir commun, chose infaisable si nous restons dans cette situation imaginaire. Tout n'est pas systématiquement blanc ou noir, et l'agriculture, compte tenu de son impact

sociétal, a encore plus besoin que d'autres secteurs d'activité, de ne pas échapper à la critique.

Je regrette que cette agriculture-là ait dit non à l'Europe, lors du référendum sur la Constitution, qu'elle tente d'accaparer les aides au détriment des autres, qu'elle ne crée pas des lieux de débats permanents et indépendants avec les citoyens. Nous pouvons tous déplorer qu'elle refuse sa nécessaire mutation afin de libérer ses talents, prisonniers d'un dogme pseudo unitaire et clanique, ou que, par exemple, elle oublie de transmettre aux nouveaux administrateurs des coopératives, les valeurs du mutualisme qui ont présidé à son développement.

Mais de là à croire que l'agriculture et l'agro-alimentaire n'ont d'autre souci que celui de s'enrichir au détriment des hommes sans se préoccuper de la qualité des produits, du plaisir de manger et de la santé de ses clients, il existe un fossé à ne pas franchir.

Et oui cette soi-disant agriculture idéale, celle de l'angélus de Millet, relève du passé, elle n'est pas celle qui nourrit aujourd'hui des millions de consommateurs tous les jours, à côté de chez soi et dans le monde entier.

Certes l'agriculture et les firmes agroalimentaires ont un devoir de transparence, pour que la confiance soit possible entre elles et les consommateurs. Certes, il est nécessaire que partout des gens s'opposent et s'installent en empêcheurs de tourner en rond pour mettre